

GABON : FICHE PAYS – OCTOBRE 2022



Catégorie OCDE (2022) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / Caa1 / B-

Change : Franc CFA / Régime de change fixe (indexation à l'euro)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : jusqu'en 2050 au moins

FORCES

- Ressources pétrolières (5ème producteur d'Afrique subsaharienne), minières (manganèse) et forestières
- Soutien financier international
- Stabilité monétaire liée à l'appartenance à la zone franc

FAIBLESSES

- Forte dépendance des exportations aux cours des hydrocarbures et minerais
- Risque de surendettement dans un contexte de faibles réserves
- Tensions politiques et sociales
- Niveau de gouvernance très faible

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Malgré les subventions accordées par l'Etat permettant d'atténuer l'impact de la crise en Ukraine sur les prix, l'inflation devrait peser sur la consommation des ménages. Le pays devrait en outre souffrir du ralentissement de la demande de ses principaux partenaires commerciaux (Chine, UE). En revanche, le Gabon profite des cours élevés du pétrole. La croissance devrait ainsi rester inférieure à 3% en 2022 mais pourrait dépasser 3,5% en 2023 selon le FMI. Les aléas restent importants sur ces prévisions, compte tenu des incertitudes sur la durée et de la crise en Ukraine et de l'ampleur de ses impacts sur la demande mondiale.
- Vulnérabilité des comptes publics : la hausse des revenus du secteur pétrolier devrait permettre au Gabon d'enregistrer un excédent budgétaire dès 2022. La dette publique devrait en conséquence se réduire (54% en 2022 contre 66% en 2021), se rapprochant de la moyenne de la CEMAC (autour de 50% du PIB) à l'horizon 2023. La structure de la dette, en particulier le poids de la dette de marché (Eurobond) est cependant un facteur de vulnérabilité. Le service de la dette, bien qu'en baisse, reste élevé (50% des revenus de l'Etat).
- Vulnérabilité extérieure : le niveau élevé des cours du pétrole et la progression des volumes d'extraction minière (manganèse) devraient permettre une réduction du déficit courant en 2022. La modération des exportations liée au ralentissement de la demande mondiale et le maintien de prix élevés des biens importés, pourraient provoquer une dégradation du solde en 2023, qui resterait bien plus modéré qu'avant la crise sanitaire. Les tensions sur les liquidités en devises se sont atténuées mais le resserrement des politiques monétaires dans les pays développés et les échéances à venir (surtout en 2025) pourraient à nouveau détériorer la situation.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire est relativement bien capitalisé et les prêts non performants ont été maîtrisés par les mesures de soutien prises par la pendant la crise sanitaire. La levée de ces mesures courant 2022 pourrait conduire à une détérioration de la situation.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le Président Bongo a été réélu pour un deuxième mandat en 2016, à l'issue d'un scrutin dont le résultat a provoqué une violente contestation. Les prochaines élections générales doivent se tenir en 2023. Le parti présidentiel (Parti Démocratique du Gabon) devrait continuer à dominer le paysage politique gabonais, faute d'opposition. Une accentuation des tensions sociales à l'approche des élections ne peut être exclue.
- Climat des affaires : les performances en matière de gouvernance du Gabon s'améliorent un peu. Le pays est plutôt mieux classé selon les indicateurs Banque Mondiale que les autres pays de la zone.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Gabon est vulnérable à la sécheresse (agriculture). C'est un faible émetteur de GES et ses importantes ressources forestières lui permettent d'être créditeur net d'émissions de carbone. Les autorités veulent en

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés	
Part moyenne des échanges de marchandises 2017 - 2021 (% du total)	
Exportations	Importations
Pétrole	Machines, app. Mécanique
64,2%	15,3%
Minerais (manganèse)	Bateaux
21,7%	6,1%
Bois	Machines, éqpts élect.
9,6%	7,6%
	V viande
	6,1%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017 - 2021 (% du total)			
Exportations		Importations	
Chine	40,0%	France	24,1%
Corée	9,1%	Belgique	17,0%
Irlande	7,1%	Chine	14,0%
Etats-Unis	6,6%	Etats-Unis	4,7%
France (6 ^{ème})	3,3%	Inde	3,4%

Source: FMI

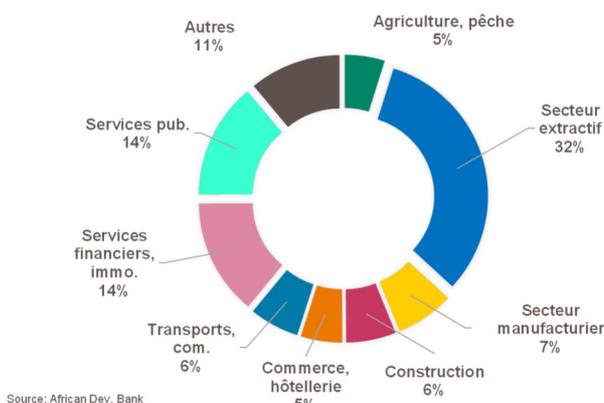
¹CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale réunissant 6 pays : Cameroun, Rep. Centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad.

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GABON		2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(p)	2023(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		14,9	16,9	16,9	15,3	20,2	22,2	21,5
	<i>Rang PIB mondial</i>	122	121	120	122	116	112	113
Population (Mns)		2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,2	2,2
	<i>Rang Population mondiale</i>	140	140	139	138	134	133	132
PIB / habitant (USD)		7 370	8 220	8 113	7 277	9 481	10 283	9 851
Croissance PIB (%)		0,5	0,8	3,9	-1,9	1,5	2,7	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)		2,7	4,8	2,0	1,3	1,1	3,5	3,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dette publique (% PIB)		62,9	60,9	59,8	78,3	65,8	54,0	52,4
Solde public (% PIB)		-1,7	-0,2	2,1	-2,2	-1,9	1,2	3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		15,2	14,2	11,8	19,3	18,4	14,8	13,6
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		-8,7%	-4,8%	-5,0%	-6,9%	-5,7%	-1,4%	-2,9%
IDE (% du PIB)		9,4%	8,5%	9,4%	9,6%	7,5%	5,4%	5,2%
Réserves CEMAC (en mois d'importation B&S)		2,3	2,8	3,6	3,1	2,7	3,1	3,8
Dette extérieure totale (% PIB)**		39%	40%	39%	46%	38%	32%	31%
Dette extérieure CT (% PIB)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change		580,7	555,5	585,9	575,6	554,5	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		9,7	10,8	10,7	17,5	17,7	NA	NA
Taux de NPL		10,8	12,4	12,8	7,6	7,8	NA	NA
ROE		9,3	12	11,7	16,4	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		170	170	169	168	163	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		NA	NA	169	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a		109	110	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		88	89	89	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI (WEO & REO Oct, 2022);*Banque Mondiale;**Oxford Economics
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Gabon : part des secteurs dans le PIB (2020)





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Prépondérance de l'industrie extractive

L'agriculture pèse de l'ordre de 5% de la valeur ajoutée. Le pays est en situation de dépendance alimentaire alors qu'il dispose d'un potentiel agricole important.

Le secteur extractif représente environ le tiers du PIB gabonais, dominé par la production de pétrole (5^{ème} producteur d'Afrique sub-saharienne). Cette part s'est cependant nettement réduite (plus de 50% en 2010) avec le ralentissement de la production pétrolière. Malgré des efforts de diversification annoncés¹ la croissance et la structure de l'économie gabonaise restent très dépendantes du pétrole. La chute des cours au milieu des années 2010, la baisse de la production (liée à l'épuisement progressif des champs onshore) et l'instabilité de la situation politique ont provoqué le départ de certaines compagnies (Shell en 2017) et l'interruption de l'exploration. Compte tenu de l'importance du secteur des hydrocarbures pour l'économie gabonaise, l'Etat a décidé de promulguer un nouveau code pétrolier mi-2019 (avantages fiscaux, limitation de la part de l'Etat dans les accords de partage de production...) pour attirer à nouveau les investisseurs. Un appel d'offres pour l'attribution de 35 blocs d'exploration, suspendu en raison de la crise Covid, a été relancé en mai 2021. Il a permis d'attribution de douze contrats mi-2022. Le maintien de cours élevés pourrait favoriser les investissements dans ce secteur.

L'exploitation d'autres ressources naturelles (bois, manganèse) soutient également l'activité mais est dominée, comme les hydrocarbures, par de grandes entreprises à capitaux étrangers. Le tissu de petites entreprises privées locales est très peu développé, freiné par un climat des affaires peu favorable.

• Croissance modérée

La croissance s'est redressée en 2021 (1,5%) après la récession, relativement modérée, enregistrée en 2020 (-1,9%). Le rebond de l'économie a été soutenu exclusivement par le secteur hors hydrocarbures, en particulier l'industrie minière (manganèse), la construction et les secteurs du bois.

Le pays devrait profiter du niveau élevé des cours des hydrocarbures en 2022-23. Le Gabon est commercialement peu dépendant de la Russie et de l'Ukraine (chacun représentant moins de 1% de ses importations). Le pays est cependant touché comme la

plupart des pays, par la hausse des prix mondiaux en particulier alimentaires. L'inflation a accéléré à 3 % en septembre (1,6 % fin 2021). La hausse des prix est atténuée par les subventions publics mais pèse néanmoins sur la consommation.

Compte tenu du niveau d'inflation dans la zone CEMAC (5,2 % attendu en 2022 pour un cible de 3%), la BEAC a relevé son taux directeur de 3,5 % à 4 % en mars puis à 4,5 % en septembre 2022 (au plus haut depuis juin 2009). Un resserrement supplémentaire de la politique monétaire ne peut être écarté en 2023 en fonction de l'évolution des prix mais aussi de la politique de la BCE. La hausse des taux devrait peser sur les investissements.

Le Gabon est en outre exposé au ralentissement de la demande extérieure, en particulier la Chine (partenaire commercial majeur pour les exportations de pétrole et de manganèse gabonais), la Corée du Sud ou les Etats-Unis.

Le FMI table sur une croissance de 2,7% en 2022 et 3,7% en 2023², se rapprochant de la moyenne annuelle 2010-19 (3,9%).

• Un secteur bancaire globalement sain mais fragile

Le secteur bancaire Gabonais ne compte qu'une dizaine d'établissements. L'Etat a mis en place une stratégie d'inclusion financières pour la période 2022-27 destinée à améliorer l'accès aux services financiers des populations vulnérables et à promouvoir la finance numérique. Environ 1/3 de la population dispose d'un compte dans un établissement financier (20% en 2011).

La capitalisation des banques s'est améliorée pour dépasser 17,5% en 2021, soit un niveau nettement supérieur au minimum requis par la BEAC (10,5 %).

Le ratio de liquidité de court terme (163%) est également plus élevé que le minimum réglementaire (100%), conférant au secteur une certaine solidité.

Trois banques publiques³ sont en cours de restructuration. Le processus, lancé en 2020 a été ralenti par la crise COVID mais devrait être finalisé en 2024 avec la mise en place d'une structure de défaillance. Le coût de la liquidation est estimé à 1,2% du PIB.

Le niveau des prêts non performants est modéré (moins de 8%), grâce notamment aux mesures prises par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) pour favoriser les renégociations de crédits. Ces mesures devaient être levées courant

¹ Notamment dans le cadre du programme de diversification (PSGE – Plan Stratégique Gabon Emergent 2025) destiné à promouvoir les secteurs l'agriculture et la transformation du bois

² WEO oct. 2022

³ Postbank, la Banque Gabonaise de Développement (BGD) et la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)



2022, ce qui pourrait provoquer une progression des prêts non performants en 2023.

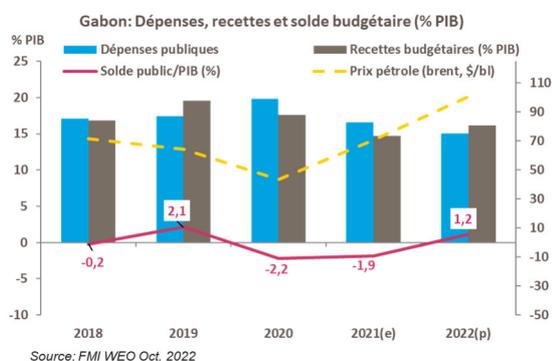
Les banques gabonaises sont exposées au risque souverain, les titres de dette publique pesant de l'ordre d'un-quart des actifs bancaires du pays.

- **Un niveau de PIB/ habitant élevé mais une pauvreté importante**

Le Gabon affiche un niveau de **PIB/ habitant parmi les plus élevés du continent africain**, en raison de sa population peu nombreuse (16 643 \$ en 2021, 3^{ème} rang en Afrique sub-saharienne)⁴. Le pays se classe en revanche **112^{ème} sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain des Nations Unies (2021)** et 8^{ème} en Afrique. Le Gabon affiche en outre un **taux de pauvreté de près de 33%**, marquant un très faible niveau d'inclusion économique. Sa population urbaine est particulièrement élevée (90% du total en 2021). Avec le soutien de la Banque Mondiale, l'Etat met en place un programme de soutien en faveur des plus vulnérables (Gabonais Economiquement Faibles - GEF). Les progrès de mise en œuvre sont toutefois lents.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Solde budgétaire très dépendant des recettes pétrolières**



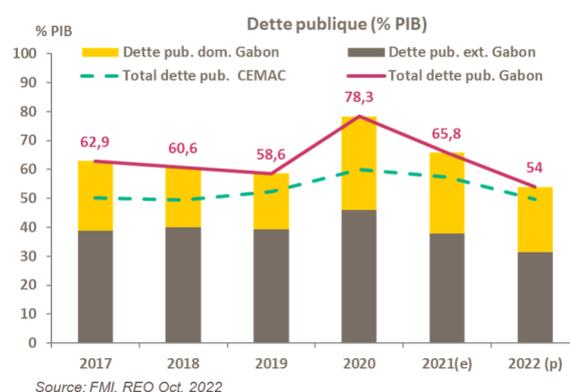
Les revenus pétroliers pèsent pour 35% à 40% des recettes budgétaires. Hors pétrole, les revenus de l'Etat proviennent essentiellement des taxes sur le commerce international (20% du total des recettes) et des impôts. Le gouvernement compte sur la progression des recettes du secteur pétrolier en 2022 grâce au niveau élevé des prix.

Le gouvernement prévoit de maintenir en 2022 les subventions sur les prix des carburants (2,5% du PIB) et des denrées alimentaires avant de les réduire en 2023. Il table sur une baisse du poste des salaires. A noter que cet engagement pourrait être difficile à mettre en œuvre avec la perspectives des élections de 2023.

Dans le cadre de l'accord FMI, le gouvernement devrait en outre limiter les exemptions. Sous réserve d'une hausse suffisante des recettes, **le solde budgétaire pourrait être légèrement excédentaire en 2022** (de l'ordre de 1,2% du PIB) **et plus nettement en 2023** (de l'ordre de 3%) selon le FMI.

L'Etat gabonais accumule des arriérés récurrents, intérieurs et extérieurs, qui pèsent sur les finances publiques. A fin 2021 ils étaient estimés à 2% du PIB (3,6% à fin 2020). L'Etat a réglé ses arriérés au titre de la dette extérieure en juin 2022 et s'est engagé à apurer les arriérés intérieurs d'ici 2025 dans le cadre de son programme avec le FMI.

- **Baisse du ratio mais vulnérabilité liée au service de la dette publique**



Le ratio de dette publique s'est fortement dégradé en 2020 (+ 20 pp) à près de 80% du PIB dans le contexte de la crise sanitaire. **Il s'est amélioré dès 2021 à la faveur de la hausse du PIB.**

Le FMI estime que la dette publique demeure soutenable et que le ratio devrait à nouveau baisser en 2022 (54%) et 2023 (autour de 52%) grâce à l'amélioration des finances publiques. L'endettement public du Gabon, qui était nettement supérieur à celui de la Communauté des Etats d'Afrique centrale (CEMAC) jusqu'en 2021, pourrait ainsi se rapprocher de la moyenne régionale en 2022.

La structure de la dette du Gabon est toutefois source de vulnérabilités. Pour mémoire, le Gabon s'est initialement endetté plutôt auprès d'institutions multilatérales, puis a eu **recours aux marchés financiers**, surtout à partir de 2013. Le pays a privilégié depuis les prêts auprès de créanciers officiels, réduisant son exposition aux créanciers non officiels (de l'ordre de 40% de la dette publique extérieure en 2021 contre 63% en 2014). **Près des deux-tiers de la dette publique est détenue par les non-résidents** (64% en 2021). Les risques de dépréciation sont limités par l'appartenance du Gabon à la zone franc mais l'exposition au risque de retrait de capitaux reste élevée.

Le service de la dette est estimé pour 2022 à près de 8% du PIB (soit de l'ordre de **50% des revenus budgétaires** contre plus de 80% en 2021) **et 8,4% en**

⁴ Derrière Maurice et le Botswana, PIB/ habitant à prix courant, PPA



2023 (11,3% en 2021). Il concerne principalement (à plus de 60%) la dette domestique. Toutefois, une importante échéance de dette extérieure (Eurobond) est prévue en 2025

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dépendance du solde courant à l'évolution des cours des hydrocarbures**

Environ 70% des recettes d'exportation du Gabon proviennent de la vente de matières premières, essentiellement du **pétrole**, mais également du **manganèse** et du **bois**.

La hausse des cours devrait permettre au pays une nette amélioration du solde courant en 2022, malgré la progression des prix des biens alimentaires et du carburant importés. Par ailleurs, les volumes exportés de pétrole, de manganèse (perspectives favorables de production de la mine de Comilog exploitée par ERAMET) mais aussi de bois ou d'huile de palme devraient être en hausse en 2022.

Le FMI prévoit ainsi une réduction du déficit courant (à -1,5% du PIB) en **2022** contre -7% en moyenne sur la période 2015-2021. La modération des cours et surtout de la demande mondiale pourrait accentuer le déséquilibre et porter le déficit à -3% en 2023.

A plus long terme, **l'adhésion du Gabon au Commonwealth en juin 2022** pourrait favoriser son commerce extérieur.

- **La dette extérieure exposée aux risques de taux et de refinancement**

Après l'allègement obtenu dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PTE) qui avait permis de ramener son ratio d'endettement à moins de 14% du PIB en 2008 (plus de 40% en 2006), **le Gabon s'est rapidement réendetté**. Le pays a eu recours aux marchés financiers, avec l'émission de plusieurs Eurobonds en 2013 (1,5 Mds \$), 2015 (500 Mns \$) et 2017 (200 Mns \$).

Le Gabon avait, dès le début 2020, soit avant la crise COVID, procédé à une émission obligataire (1 Md \$ sur 10 ans au taux de 6,625 %) destiné pour l'essentiel au refinancement d'une partie des euro-obligations venant à échéance en 2024 et 2025. Toutefois, le risque de refinancement s'est nettement accentué depuis, compte tenu d'une plus grande défiance des investisseurs et d'un contexte de resserrement des politiques monétaires.

Le taux sur l'eurobond émis en 2015 a ainsi presque retrouvé en juillet 2022 le niveau atteint au plus fort de la crise sanitaire en fin avril 2020 (plus de 16%) et avoisinait encore 15% fin septembre.



Le pays est soumis à des tensions persistantes sur les liquidités. Il a accumulé pendant plusieurs années des **arriérés sur sa dette extérieure** qui dépassaient 90 Mns\$ à fin 2021 et ont été apurés mi-2022 grâce aux revenus pétroliers. Un programme a été mis en place avec le FMI pour éviter leur accumulation qui avait provoqué en 2021 la suspension de tirages d'une aide de la Banque Africaine de Développement.

Si les tensions sur les liquidités en devises se sont atténuées en 2022 à la faveur de la hausse des revenus pétroliers, les échéances de remboursement de 2025 au titre d'Eurobonds (700 Mns\$) et la tendance à la hausse des taux d'intérêt constituent des facteurs de risques.

Le pays bénéficie toutefois d'un soutien des bailleurs de fonds internationaux. Après les 150 Mns\$ obtenus en 2020 au titre de l'instrument de financement rapide (IFR)⁵ du FMI dans le cadre de la crise COVID, le Gabon a signé mi-2021 un nouvel accord de financement (550 Mns\$ sur trois ans). A noter que son niveau de revenu (intermédiaire) rend le pays **inéligible aux programmes d'allègement accordés aux pays à faible revenu** (report d'échéances accordé par les pays du G20 pendant la crise sanitaire par exemple).

- **Amélioration des réserves de la zone qui restent faibles**

Les réserves de la BEAC, qui couvraient près de 6 mois d'importation à fin 2014, n'en couvraient plus que 2 mois en 2016, sous l'effet de la chute des cours des hydrocarbures. Une politique monétaire plus restrictive, le soutien du FMI et la remontée des cours du pétrole ont permis une légère progression par la suite.

Les réserves s'élevaient à moins de **3 mois d'importations à fin 2021**. La situation devrait légèrement s'améliorer en 2022-23 grâce au niveau élevé des hydrocarbures dont plusieurs membres sont producteurs. **Les tensions risquent néanmoins de persister et constituent une fragilité récurrente de la zone.**

Une réflexion a été lancée sur une éventuellement réforme du franc CFA par les membres de la CEMAC à l'occasion des Etats généraux de la Communauté fin août 2022.

⁵ L'IFR est un prêt FMI, remboursable dans les 3 ¼ à 5 ans pour tout pays membre confronté à un besoin urgent de financement de la balance des paiements.



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Fragilité de la situation politique et sociale**

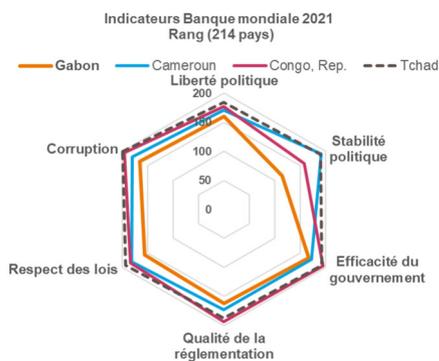
Ali Bongo Ondimba a été réélu en août 2016 à l'issue d'un scrutin dont le résultat a été contesté compte tenu de sa très courte victoire (49,8 % des suffrages contre 48,23% pour son adversaire). La Cour constitutionnelle a cependant validé, en septembre 2016, la réélection du Président sortant. Son parti (Parti Démocratique du Gabon) a également remporté 98 des 143 sièges de l'Assemblée nationale lors des élections législatives d'octobre 2018.

La prochaine élection présidentielle est prévue en 2023. Le PDG devrait rester le parti dominant du paysage politique gabonais. Son candidat devrait conserver la présidence du pays compte tenu de la faiblesse de l'opposition.

Les tensions sociales ont été ravivées par la crise sanitaire. Elle devraient rester fortes dans un contexte de tensions sur les prix et les approvisionnements. Les perspectives des élections de 2023 pourraient accentuer les risques de dégradation de la situation sociale.

- **Gouvernance et climat des affaires défaillants**

Le Gabon est plutôt mieux classé que les pays de la zone selon les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale. Il progresse un peu dans les classements (+3 places en 2021) mais reste au niveau mondial au bas de l'échelle (163^{ème} sur 184 pays). Le Gabon est au 124^{ème} rang sur 180 pays de l'indice de perception de la corruption de Transparency International.



L'amélioration de la position du Gabon est présentée comme une priorité par le gouvernement, qui s'est engagé, début 2018, à prendre des mesures afin d'attirer les investisseurs. La Banque Mondiale apporte son aide au pays dans ce domaine mais les progrès sont lents.

⁶ Fonds multi-bailleurs géré par les Nations unies au titre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAF)

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Gabon est vulnérable aux changements climatiques, en particulier aux conséquences des risques de sécheresse sur la production agricole. Il est un faible émetteur moyen de gaz à effet de serre (110^{ème} sur 145 pays). Ses importantes ressources en bois lui permettent de compenser ses émissions et lui confèrent le statut d'absorbeur net de carbone.

Le gouvernement souhaite continuer à réduire ses émissions en protégeant ses forêts (88% de son territoire) et en maintenant une forte consommation d'énergies renouvelables (hydroélectricité). Le Gabon est le premier pays d'Afrique à avoir reçu un financement (150 Mns\$ sur 10 ans) au titre de ses efforts pour lutter contre la déforestation⁶ en 2019.

En outre, les autorités veulent promouvoir le commerce des crédits carbone. A ce titre, une loi a été votée en septembre 2021 pour faciliter les échanges de crédits d'émission de carbone. En juin 2022, le Ministre de l'environnement a affiché un objectif de création de 187 Mns de crédits carbone, dont 90 Mns devraient être vendus sur le marché des compensations.

Le pays abrite la première zone industrielle (GSEZ) en Afrique certifiée neutre en carbone.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.